Parti Révolutionnaire
www.sitecommunistes.org

Communistes

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : http://www.sitecommunistes.org
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org
https://x.com/PRCommunistes

12/11/2026

De Gaza à Cordes-sur-Ciel, soutenir encore et toujours la Palestine libre

A Gaza, l'entité coloniale sioniste fait vivre l'enfer aux habitants

Les pluies incessantes et le blocus de plus en plus important décidé par l'entité coloniale sioniste contre la Bande de Gaza rend les conditions de vie des Gazaouis encore plus précaires. L'oppression et la persécution des habitants de Gaza par les sionistes se poursuivent et s'aggravent. France Info y consacre un article dont le titre est : « *Dans la bande de Gaza, des dizaines de milliers de déplacés privés d'abri à cause de pluies diluviennes* ».
La Palestine n'est pas simplement en train d'être « inondée ». L'État colonial sioniste a détruit les pompes à eau, les bassins de rétention des eaux pluviales, les habitations, les routes et les hôpitaux, puis a piégé la population sur une bande de plage, sans aucun endroit où aller. Sans tente, sans prothèse, sans protection élémentaire contre le froid. Les enfants sont confrontés à l'hypothermie, sans aucun lieu sûr où se faire soigner. Les autorités israéliennes empêchent l'entrée de maisons préfabriquées destinées à héberger les personnes déplacées et ont limité l'entrée des tentes. Le territoire palestinien a besoin de 200 000 caravanes de toute urgence, ainsi que de matériel pour déblayer les décombres des maisons et des bâtiments détruits, dégager les artères principales et rétablir d'urgence l'électricité et le chauffage. Ce n'est pas une catastrophe naturelle. C'est une catastrophe provoquée par les sionistes.
Non, les dizaines de milliers de déplacés sont privés d'abris car Israël a détruit leurs habitations. Les pluies diluviennes ont aggravé la situation car Israël a détruit l'infrastructure de Gaza et empêche l'entrée de matériaux pour reconstruire leurs habitations. Le génocide se poursuit tranquillement sans déclencher de réaction, ni même un mot de la part des dirigeants impérialistes occidentaux.
Au contraire, le sinistre Jean-Noël Barrot a déclaré il y a deux jours : « La guerre meurtrière à Gaza a cessé grâce à ce texte. », faisant référence à l'immonde résolution franco-saoudienne adoptée par l'AG de l'ONU en septembre 2025 daignant autoriser la création d'un bantoustan quelque part en Palestine, création assortie de conditions exorbitantes. Or, dans la bande de Gaza, depuis le "cessez-le-feu", nous comptons 1 062 morts, dont 268 enfants et 5 794 blessés Avec cette déclaration, Jean Noël Barrot efface ces vies d'un revers de main. Décidément, les gouvernements impérialistes occidentaux et le nôtre en particulier se moquent comme d'une guigne de la vie et du sort des Palestiniens.

A propos du futur gouvernement sioniste

Le 6 novembre, la Liste arabe unifiée, dont l'ossature est constituée par le Hadash, coalition autour du MAKI, le Parti Communiste « Israélien », a annoncé son soutien à Gadi Eisenkot pour former le prochain gouvernement et tenter de chasser Netanyahu du pouvoir. Il s'agit d'un vote de soutien à l'investiture du futur gouvernement, mais sans participation. Le bloc de l'opposition peut ainsi atteindre 67 soutiens sur les 120 députés du Parlement de

l'État colonial sioniste, au-dessus des 61 nécessaires pour gouverner. Ahmad Tibi, un des responsables de la liste unifiée, a affirmé vouloir agir pour « faire tomber ce gouvernement criminel » ; celui de Netanyahu.
Mais l'autre liste dite arabe, celle du parti opportuniste Ra'am, va plus loin dans son soutien et espère participer au gouvernement de Gadi Eisenkott. Elle a souscrit aux quatre conditions formulées par le député sioniste réactionnaire chargé de constituer le gouvernement : premièrement, « *la reconnaissance d'Israël en tant qu'État juif et démocratique* » ; deuxièmement, « *l'acceptation de la Déclaration d'indépendance* » ; troisièmement, « *une obligation de service pour tous* », le service militaire ; enfin, quatrièmement, « *la reconnaissance du Hamas comme organisation terroriste et un engagement à détruire ses capacités militaires et de gouvernance* ».
Il est important de noter ceci : « *Détruire les capacités de gouvernance du Hamas* » est exactement l'excuse que tous les sionistes, partisans ou adversaires de Netanyahu, ont utilisée pour justifier le bombardement d'hôpitaux, d'écoles, d'universités et de toute pièce d'infrastructure civile dans la Bande de Gaza.
Cela signifie que les journalistes et observateurs dans le monde impérialiste occidental parlant des « listes arabes » organisent une confusion volontaire. La liste unifiée n'a pas du tout la même position à cet égard. Et Ra'am confirme ne pas être une force politique au service de la Palestine. Elle n'a d'ailleurs pas tardé à toucher les dividendes de sa soumission à l'ordre colonial sioniste.

Le 11 novembre

Pendant la période de transition, où Eisenkott travaille à former son gouvernement, des commissions se mettent en place au sein de la Knesset avec des rapports de force inversés. Ainsi les députés qui siégeront à la commission des affaires étrangères et de la défense, cette commission aura accès à des informations sensibles, une commission très sensible donc, se sont réunis. Cette commission sera présidée par Avigdor Liberman, chef du parti Israël Beitenou, un parti ultranationaliste membre de la coalition d'Eisenkott. Elle aura parmi ses membres Yoav Segalovitz, député juif membre de Ra'am. Cela a provoqué des insultes de la part de certains députés au sein de la commission. Tally Gotliv membre du parti fasciste d'Itamar Ben Gvir, a été expulsée de la réunion à cause de ses interruptions permanentes des autres membres. Mais il existe bien un député de Ra'am au sein de la commission. L'union sacrée contre Netanyahu est en bonne voie de réalisation.
C'est le moment de rappeler la position du Parti Révolutionnaire Communistes. Comme les organisations de la Résistance palestinienne, nous n'attendons rien d'Eisenkott de sa coalition de sionistes libéraux et de quelques sionistes de gauche, ni même des collaborateurs de Ra'am. Aucun sioniste ne permettra la fin de la colonisation et de l'occupation. Le sionisme est la cause de l'oppression coloniale et du génocide. La libération nationale de la Palestine passe par le démantèlement de l'entité coloniale sioniste.

Des nouvelles de la répression en France et des tentatives d'en cacher la nature

Nous avons un exemple on ne peut plus révélateur avec ce qui s'est passé à Cordes-sur-Ciel, un bourg du département du Tarn. Le 9 novembre, un rassemblement comprenant élèves, parents d'élèves, syndicats enseignants et politiciens a eu lieu devant le collège afin de soutenir un élève menacé d'exclusion définitive. Le garçon a déjà été exclu pendant 8 jours de son établissement. Il revenait ce matin-là avec une convocation en conseil de discipline. L'administration lui reproche de s'être vêtu d'un tee-shirt avec le drapeau de la Palestine sur le devant et l'inscription Intifada 48 (le soulèvement des Palestiniens de 1948 au moment de la Naqbah) au dos, pendant un cross auquel il participait avec son collège. L'élève de 5e est lui-même d'origine palestinienne. Trois autres garçons, le soutenant, et portant le même tee-shirt, ont écopé de 3 jours d'exclusion. La cheffe d'établissement est allée jusqu'à faire intervenir la gendarmerie ce jour-là.
On s'attend donc à ce que les 300 personnes présentes lors de ce rassemblement dénoncent l'ostracisme et la répression dont sont victime les défenseurs ou les sympathisants de la Palestine libre. Or, il n'en est rien. Alors que la représentante de la FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Élèves) se contente de critiquer le fait que la principale « *surréagit systématiquement avec la gendarmerie, avec des sanctions disciplinaires* », le représentant syndical du SNLC-FO, interrogé par France 3, déclare : « *L'affichage d'une opinion politique n'a pas sa place dans un établissement scolaire. On est bien d'accord là-dessus. Mais quand ce genre de difficulté*

arrive, avec un enfant de 12 ans, c'est la discussion, la pédagogie qui doit permettre de régler ces problèmes-là. Ça ne justifie pas un conseil de discipline ». Donc, il ne s'agit seulement d'une question de méthode, l'acte étant tout de même répréhensible. Il est statistiquement probable qu'un enseignant membre d'une autre organisation syndicale, la FSU majoritaire, par exemple, aurait tenu des propos similaires. Par ailleurs, la FNEC-FP FO, la fédération dont fait partie le syndicat fait partie des rares dénonçant le rôle de l'impérialisme français dans la colonisation et le génocide ainsi que la répression. Le problème n'est donc pas posé par tel ou tel syndicat, mais par l'attitude globale de la profession.

Nous avons donc le tour de force que constitue le fait d'organiser un rassemblement de soutien au jeune garçon franco-palestinien tout en faisant l'impasse sur la question palestinienne et sa répression. Est-ce que, si un élève avait arboré un tee-shirt de soutien à Zelinski, les enseignants auraient pensé qu'il affichait une opinion politique ?

Mais le pire est à venir. En réalité le nombre de présents, important, s'explique fort probablement par un climat général dans le collège du fait d'une cheffe d'établissement particulièrement toxique. La journaliste de France 3, n'ayant certes pas envie d'évoquer la répression d'État contre les défenseurs de la Palestine libre l'explique clairement : « *Car depuis l'arrivée d'une nouvelle cheffe d'établissement dans ce collège, élèves, parents d'élèves et professeurs dénoncent des agissements inacceptables. […] Une situation devenue intenable, au point qu'une douzaine d'élèves auraient été retirés de l'établissement par leurs parents. D'autres ont dû prendre un avocat pour défendre leur enfant, et alors que la principale du collège portait plainte contre eux. Des élèves se sont vus interdits de se présenter aux élections de délégués de classe.* ». Cette situation est certes délétère et condamnable, les parents et enseignants ont raison de demander la mise à l'écart de la principale. Mais elle permet aussi d'éviter de se pencher sur la spécificité des sanctions contre cet élève et ses trois camarades. La Palestine est une nouvelle fois considérée comme la poussière à mettre sous le tapis.

La mobilisation a permis que l'Inspecteur d'Académie annule la tenue du conseil de discipline. Et la DSDEN du Tarn (Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale) a publié un communiqué précisant : « *La famille sera reçue en DSDEN pour un entretien afin d'instaurer un dialogue apaisé* ». Les demandes des enseignants et des parents ont été satisfaites, la « pédagogie » va remplacer les sanctions et la question palestinienne est définitivement enterrée.

En conclusion

Le Parti Révolutionnaire Communistes évoque souvent le manque de force du mouvement de solidarité avec la Palestine libre en France. Et nous dénonçons le poids de l'idéologie coloniale et son cortège raciste expliquant ce refus de s'engager ou cette indifférence totale vu à la lumière de l'attitude de ces manifestants que l'ont peut résumer par « Cachez cette Palestine que nous ne saurions voir. ». Cela aussi nous devons le combattre, ces attitudes, ce refus de dénoncer la répression d'État avec toutes les formes qu'il peut prendre, y compris l'effacement.

Nous le disons à nouveau ; les Résistants palestiniens combattent le même ennemi nous opprimant : l'impérialisme occidental. Leur victoire serait un signal fort pour notre propre émancipation. Un peuple qui lutte pour sa libération nationale, contre une créature des impérialistes occidentaux, lutte aussi contre la colonisation et ses présupposés idéologiques qui gangrènent aujourd'hui l'ensemble de la « gauche » française.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, le combat de la Résistance palestinienne, qui affronte directement la pointe avancée de l'impérialisme occidental est vital pour les prolétaires de l'ensemble de la planète ; les Palestiniens sont un peuple acteur de sa propre histoire, en lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction, pour sa libération nationale, un long combat dont nous devons reconnaître la centralité et le caractère stratégique en faveur de notre propre émancipation.